

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Département du Val d'Oise  
Arrondissement de Sarcelles  
Canton de Domont

Service Technique  
VB/PP  
N° 2022 / 074

### **OBJET : DÉMÉNAGEMENT AU DROIT DU 6 RUE JEAN MERMOZ – LE MARDI 14 JUIN 2022**

Le Maire de SAINT-PRIX,

- VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,
- VU** Le code de la route en vigueur et notamment les articles R411-1 et suivants, R417-10,
- VU** L'article R610-5 du Code Pénal
- VU** Les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,
- VU** L'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes
- VU** L'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 portant modification de l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire,

**CONSIDÉRANT** La demande formulée par l'entreprise de Déménagements BEAUDART-Groupe CAILLE sise 29, rue de Poulainville-ZI Amiens Nord, 80000 Amiens, concernant le stationnement pour le déménagement de la propriété sise 6 rue Jean Mermoz, à Saint-Prix.

**CONSIDÉRANT** Qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement;

### **ARRÊTE**

- ARTICLE 1 -** Le Mardi 14 juin 2022, de 9h00 à 16h00, l'entreprise de Déménagements BEAUDART-Groupe CAILLE est autorisée à occuper les 2 places de stationnement au droit du **6, rue Jean Mermoz à Saint-Prix** pour y stationner un camion de déménagement pour le propriétaire de 6, rue Jean Mermoz à Saint-Prix.
- ARTICLE 2 -** Tout autre stationnement sera interdit sur ces 2 emplacements.
- ARTICLE 3 -** À la charge du pétitionnaire de mettre en place une barrière afin de réserver l'emplacement, et d'afficher le présent arrêté au plus 48 heures ouvrées à l'avance.
- ARTICLE 4 -** Les trottoirs devront rester accessibles aux piétons et aux personnes à mobilité réduite.
- ARTICLE 5 -** Le demandeur s'engage à restituer les lieux occupés dans un parfait état de propreté. En cas de détériorations ou de dégradations constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais du demandeur.

**ARTICLE 6 -** Le bénéficiaire est seul responsable de son fait, de celui de son personnel et des biens dont il a la garde de tout dommage corporel, matériel et immatériel qui en sont la conséquence, ainsi que de toute dégradation survenant, par ou à l'occasion des travaux d'aménagement réalisés conformément, par et ou à l'occasion de l'occupation et ou de l'exploitation des espaces occupés et survenant :

- aux biens d'équipement, matériels et marchandises de toute nature,
- aux personnes physiques.

**ARTICLE 7 -** Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

**ARTICLE 8 -** La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général. Elle est personnelle et incessible. Elle est accordée à titre gracieux.

**ARTICLE 9 -** Le Directeur Général des Services de la commune de Saint-Prix, le Commissaire divisionnaire de police d'Ermont, le responsable de la police municipale de Saint-Prix, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément au Code Général des Collectivités Territoriales.

**ARTICLE 10 -** Le présent arrêté sera notifié au DEMENAGEMENTS BEAUDART-GROUPE CAILLE

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le chef de centre du corps des sapeurs-pompiers d'Eaubonne,
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police d'Ermont
- Monsieur le Chef de la police Municipale de Saint-Prix
- Messieurs les techniciens du Syndicat Emeraude, les Calèches de Versailles.

Saint-Prix, le 19 MAI 2022



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT,  
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le 19/05/2022

